

sous-ministre que je connaissais. Très belle jeune fille, elle a déjà dirigé l'un des groupes universitaires au pays. Elle voulait de l'argent pour transporter un groupe d'étudiants au Mexique. Pour une raison quelconque, ils n'avaient pas été admis par le SUCO. Ils voulaient travailler à un projet au Mexique, et doter un village indien de services d'eau et d'égoûts. Comment ils avaient entendu parler du village, je l'ignore. J'ignore aussi à quel point ils s'y connaissaient en égouts et en plomberie, mais ils en avaient une notion. Ils m'ont demandé de l'aide et je leur ai facilité les choses. Mais je ne me suis pas adressé au gouvernement. Celui-ci aurait dit: «Nous faisons partie d'une organisation internationale qui appuie le SUCO; si nous devons venir en aide à cet autre groupe, le gouvernement mexicain dirait que nous intervenons dans ses affaires. Ils ne se sont pas adressés à nous, et nous ne pouvons les aider.»

L'hon. M. Pepin: On leur a peut-être demandé: «Vous vous y connaissez en égouts?»

M. Peters: Peut-être. Quoi qu'il en soit, le gouvernement canadien ne les a pas aidés. Ces jeunes ont fait preuve d'initiative et j'ai aidé à leur obtenir le concours de la Colonial Coach Company qui leur a fourni un autobus et les a conduits à Mexico. Avant de partir, ils ont fait le tour de tous les marchands d'Ottawa pour se faire donner des tuyaux de plastique, des pompes et quoi encore. Puis, ils sont partis. Quand ils sont revenus, ils avaient l'air de sortir d'un cauchemar. La plupart étaient atteints d'une maladie tropicale ou l'autre. La plupart avaient beaucoup souffert là-bas. La jeune fille qui avait fait la demande et de qui je me suis occupé a dû être hospitalisée plusieurs mois à son retour. Elle avait attrapé toutes sortes de microbes pendant son stage. Bref, ces jeunes gens qui étaient prêts à vivre dans des huttes, dans des conditions rudimentaires parmi les Indiens du Mexique pourraient sûrement aider nos municipalités. Celles-ci pourraient faire appel à eux. Nos jeunes pourraient ainsi travailler à assainir l'environnement.

Il est peut-être regrettable que certains aéroports aient été construits grâce à des programmes destinés à créer des emplois mais ils sont toujours là. Nous les avons construits en payant des salaires de dix cents par jour, un paquet de tabac par semaine, une paire de jeans et parfois une chemise tous les deux mois. Il est vrai que c'était des programmes destinés à créer des emplois. Certains prétendent qu'ils étaient dégradants. Mais ces gens ont au moins accompli quelque chose. Songez à ce qu'a accompli la Tennessee Valley Authority. Songez au barrage qui a été érigé. Certes, il s'agissait d'assistés sociaux et le programme était destiné à créer des emplois, mais les gens ont pu accomplir quelque chose et conserver leur propre dignité. De nombreux jeunes gens actuellement n'ont jamais eu l'occasion de travailler. Ils ne le veulent peut-être pas. Je propose que nous leur donnions au moins l'occasion de faire quelque chose d'utile, et le bien qu'ils feront leur servira plus tard. Nous en profiterons également.

Le ministre devrait se renseigner au sujet des programmes de ce genre. Nous pouvons certes envoyer nos jeunes aux centres de la main-d'œuvre. C'est là que vous faites face à une vive déception et qu'on est censé régler votre problème. Un jeune homme s'est rendu à un centre de la main-d'œuvre dans ma région et on lui a dit: «Revenez là la semaine prochaine.» Il a répondu: «Je ne

peux pas, je demeure à Kirkland Lake.» On lui alors dit: «Oh, vous venez d'en dehors de la ville; vous pouvez vous rendre au centre des données et travailler deux semaines». Cette année, je suis parvenu à lui dénicher quatre offres d'emploi, et il trouve difficile d'en choisir une.

L'hon. M. Stanbury: La situation semble s'améliorer.

M. Peters: Les centres de la main-d'œuvre ne sont pas des endroits où envoyer ces personnes, car ils n'offrent aucune solution. Je me demande parfois comment ils peuvent venir en aide aux jeunes gens. En dernière analyse, bon nombre de nos jeunes devront créer leurs propres emplois et régler leurs propres problèmes. Voici ce que je veux savoir. Si les jeunes s'entendent avec les municipalités et décident d'entreprendre une campagne contre la pollution, le gouvernement fournira-t-il aux municipalités l'argent nécessaire? On pourrait placer tous les étudiants du pays le long de la Rideau. Si nous n'agissons pas bientôt et ne dépensons pas d'argent, nous serons en mesure de vider cette rivière à la main. Une fois nettoyée, la Rideau pourrait faire honneur au Canada. Essentiellement, il faudrait un peu d'argent, et il vaut mieux employer les jeunes que de les voir errer dans tout le pays.

Ne trouvez-vous pas honteux que 3,000 jeunes gens à Toronto consentiront à faire des tabourets de traite qui ne trouveront pas preneur? C'est vrai qu'on leur donne ce travail et qu'il prennent des stupéfiants aussi. Toutefois, les jeunes qui prennent des stupéfiants ne sont pas narcomanes au début. Et voici qu'ils font des tabourets de traite qu'ils ne pourront pas vendre. Ces jeunes gens ne sont pas fous, ils ne sortent pas des hôpitaux psychiatriques, ce ne sont pas des impotents. Un grand nombre sortent des universités et ils fabriqueront des tabourets de traite pour des vaches qu'on ne traita pas à la main. N'est-ce pas là un triste exemple de ce que nous, adultes, avons tâché de faire pour nos jeunes? Considère-t-on que ce soit là un projet digne d'être entrepris par des jeunes?

L'hon. M. Stanfield: Il manifeste précisément l'intérêt que le gouvernement porte à la jeunesse.

M. Peters: Je lirai le discours du ministre. J'attends la prochaine édition de ses commentaires. Il y aura sûrement une autre édition. Ensuite, je prendrai la parole et nous dirons tous aux jeunes en quoi consistent leurs responsabilités. Je pourrai aussi probablement poursuivre la prochaine phase de ma dissertation de démantèlement dans l'édition suivante.

Il y a environ une semaine, Radio-Canada a présenté une émission qui a été beaucoup critiquée dans ma région. On y disait qu'un cinquième de la population du Canada n'a pas le strict nécessaire. Ces gens sont sans espoir et sans avenir, face à une situation sans issue. La seule solution pour les gens de toute la région réside dans l'assistance sociale. L'émission portait, à vrai dire, sur le concept du Canada médian de M. Rohmer. Le député de Timmins (M. Roy) et d'autres peuvent jeter de hauts cris et prétendre que l'émission donnait une fausse idée de la situation. Je ne cherche pas à dire que Radio-Canada n'aurait pas dû présenter une telle émission. Mon seul grief c'est que la Société n'ait pas proposé des possibilités d'avenir pour ces gens. Elle n'a pas eu le courage d'indiquer ce que la situation devrait être en réalité. Elle n'a même pas offert de châteaux en Espagne, si vous voulez,